

« La plupart des individus qui occupent des positions de pouvoir économique ont fait des études supérieures » : le visage des nouvelles élites mondiales

Un collectif de chercheurs, parmi lesquels le maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Dauphine Paul Lagneau-Ymonet, a constitué un outil de recherche pour mieux comprendre comment chaque pays sélectionne ses élites économiques.

Qui est l'élite économique internationale ? Qu'a-t-elle étudié, et où ? Les chercheurs de la World Elite Database (base de données de l'élite mondiale, WED) ont commencé à rassembler des informations publiques sur les personnes occupant des positions de pouvoir économique dans une quinzaine de pays représentant un tiers de la population mondiale et plus de la moitié du produit intérieur brut global. Dans un premier article publié fin mars, ils montrent notamment que l'élite économique tend à être de plus en plus diplômée, avec d'importantes variations entre les pays, rapporte Paul Lagneau-Ymonet, membre du consortium de chercheurs de la WED et maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Dauphine-PSL (Irisso).

Pourquoi créer une base de données sur l'élite économique internationale ?

Depuis quelques années, la sociologie des élites est devenue un domaine de recherche dynamique à travers le monde. Mais il manquait un cadre conceptuel commun pour pouvoir comparer les structures de pouvoir nationales et les individus qui les composent. Avec WED, nous nous sommes donc accordés sur des positions de pouvoir économique qui se déclinent sous trois formes dans tous les pays étudiés : les dirigeants de grandes entreprises, les détenteurs de fortunes professionnelles et ceux qui coproduisent les règles du jeu économiques – politiciens, avocats d'affaires, banquiers...

Puis nous avons récolté des informations publiques sur les personnes qui occupent ces positions : leur âge, genre, lieu de naissance, citoyenneté, diplômes et origine sociale. Sans surprise, ce sont en très grande majorité des hommes, âgés et d'origine sociale aisée, avec des variations nationales.

Pourquoi s'intéresser aux diplômes du supérieur ?

Le diplôme est une information publique, qui donne des clés pour comprendre comment on atteint une position de pouvoir. Dans la plupart des pays qu'on couvre, il est devenu attendu, pour quelqu'un qui occupe une position de pouvoir économique, de se prévaloir de titres scolaires plus ou moins prestigieux. Et cela ne va pas de soi ! Historiquement, au sein des élites économiques, il y avait toujours eu une très forte tension entre deux manières d'accéder à ces positions de pouvoir : hériter – d'argent, d'un appareil productif – ou bien faire des études remarquables donnant accès à une carrière prestigieuse.

Ces deux voies apparaissent désormais complémentaires plutôt que rivales. La plupart des individus qui occupent des positions de pouvoir économique ont fait des études supérieures – dans des proportions moindres, certes, parmi les détenteurs des plus grandes fortunes

professionnelles. A mesure qu'elles deviennent plus chères, ces études consacrent des gens qui tendent à cumuler la richesse et le savoir, deux des attributs de la domination dans des sociétés capitalistes et bureaucratiques.

Quelles sont les premières spécificités des pays étudiés ?

Dans tous les cas, aujourd'hui, l'élite économique ne peut pas se passer des études supérieures. Mais le niveau de diplôme, la discipline et les institutions qui les délivrent varient. Tandis qu'en Allemagne, en Pologne et en Chine, le titre de docteur est recherché et fréquent parmi ceux qui occupent des positions de pouvoir, en Italie ou au Royaume-Uni, un niveau licence ou master suffit – a fortiori quand l'institution qui le délivre est considérée comme prestigieuse.

D'ailleurs, au Royaume-Uni, 20 % des diplômés de l'élite économique le sont en sciences humaines ou en droit. Mais globalement, les diplômes de gestion et d'économie sont les plus fréquents partout, sauf en Chine et en Finlande, où les formations d'ingénieur prévalent. Les élites économiques de ces pays semblent davantage orientées vers les compétences techniques. Une fois ces constats posés, la fonction d'une base de données comme celle-ci est de faciliter le travail des chercheurs qui font des enquêtes de terrain et des études comparatives.

Pourquoi est-il intéressant de se pencher sur les disciplines étudiées tout particulièrement ?

Les diplômes sont à la fois des titres, qui octroient une certaine légitimité, et un ensemble de savoirs, qui sont associés à des représentations. On n'appréhende pas le monde qui nous entoure de la même manière selon qu'on a dans la tête des catégories de pensée d'ingénieur, de gestionnaire ou de juriste. Et il peut être utile de savoir quelles catégories d'entendement ces gens ont en tête lorsqu'ils prennent des décisions qui affectent nos vies.

En outre, le type d'établissement fréquenté conditionne les formes de sociabilité : avoir été étudiant dans une grande université généraliste ou bien dans un petit établissement sélect influence qui vous rencontrez et conforte plus ou moins vos préjugés élitistes. Le cas français, par exemple, est marqué par le clivage entre universités et grandes écoles. Dans notre base de données, les trois quarts des Français ayant une formation Bac + 5 sont passés par une grande école plutôt que par l'université. Ils tendent d'ailleurs à s'en méfier, alors que les universités publiques accueillent la plupart des étudiantes et étudiants ainsi que la recherche scientifique.

Pourquoi disposer de ces données est particulièrement utile aujourd'hui ?

Il est difficile de ne pas être écrasé par l'actualité américaine. On est dans un moment où un ensemble de barrières institutionnelles qui retenaient les effets de l'argent semblent plus fragiles que jamais, et où l'on retrouve des tendances oligarchiques dans des pays aussi différents que les Etats-Unis ou le Brésil.

Et puis, dans une optique de lutte contre le dérèglement climatique, cela pourra permettre de mieux comprendre des politiques publiques nationales ou des stratégies d'entreprise. Disons que dans une société capitaliste, il nous semble important d'en savoir plus sur les gens à la tête des organisations et institutions détentrices du pouvoir économique, susceptibles de prendre des décisions qui impacteront des millions de personnes.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)